

# Grasse Sud : quatre

C'est avec le canton de Grasse Sud que nous avons ouvert, hier, le cycle des débats organisés par Nice-Matin entre les principaux candidats (1) aux élections cantonales des 20 et 27 mars prochains. Autour de la table, le sortant Jean-Raymond Vinciguerra (Europe Écologie/Les Verts, PS), Gilbert Pibou (UMP-Nouveau centre), Lydia Schenardi (Front National) et Patrice Cattaert (Grasse à tous). Au menu de ces postulants à une place de conseiller général, quatre thèmes choisis par notre rédaction, qui relèvent à la fois des compétences propres au conseil général, mais qui sont également des sujets forts de la vie locale pour lesquels la population est en demande ou se sent directement concernée : l'incinérateur, inscrit, rappelons-le, dans le plan départemental d'élimination des déchets, le social, les collèges et la voirie/transports. Des dossiers qui ont permis aux uns et aux autres d'exprimer leurs idées, de formuler des propositions, cela sans complaisance mais toujours dans le respect de l'autre. Nous les remercions d'avoir ainsi joué le jeu. Le prochain débat, lundi prochain, concernera le canton de Saint-Vallier.

(1) Guillaume Delefosse et Pascal Ducreux sont aussi candidats dans ce canton, pour le Bloc Identitaire et le Mouvement Hommes, Animaux, Nature.

Rafaël PERROT, rperrot@nicematin.fr  
Eric FAREL, efarel@nicematin.fr  
Marion ANIEL, maniel@nicematin.fr  
Photos : Patrice LAPOIRIE



## ILS ONT PARTICIPÉ AU DÉBAT



Patrice Cattaert (Grasse à tous)

### La proposition phare de sa campagne :

« Ma priorité, c'est l'écoute, la transparence et la solidarité. Et ce ne sont pas que des mots, ce sont des valeurs. On n'a pas la solution miracle mais c'est en discutant qu'on peut la trouver. »

### L'intérêt d'un conseiller général d'opposition :

« L'intérêt, c'est de tenter de faire basculer des décisions qui sont prises et qui n'apportent pas un vrai intérêt pour la collectivité. Si ce n'est pas le cas, c'est mettre en mouvement la population pour qu'elle trouve un intérêt aux décisions prises. »

### L'action prioritaire :

« La problématique du logement avec la faiblesse des revenus des gens. »



Gilbert Pibou (UMP-Nouveau Centre)

### La proposition phare de sa campagne :

« Ma proposition, c'est de démontrer l'intérêt d'avoir un conseiller général qui appartient à la majorité. »

### L'intérêt d'un conseiller général d'opposition :

« Le conseiller sortant est dans l'opposition à la mairie de Grasse. Je ne vois pas comment on peut combattre des projets à la mairie et aller les défendre au conseil général. Pour moi, il y a un manque de cohérence. »

### L'action prioritaire :

« On a des impératifs sur les transports. Parmi ces priorités, il y a la fin de la pénétrante de la Siagne, sa continuité qui devra, un jour, s'étendre vers le canton de Saint-Vallier et bien sûr un accès direct vers Le Plan et Plascassier via La Paoute. »



Lydia Schenardi (FN)

### La proposition phare de sa campagne :

« Le conseil général a beaucoup de compétences mais je crois qu'il faut sortir des priorités. Pour moi, la vraie priorité c'est le social et en premier lieu, la construction de maison de retraités. »

### L'intérêt d'un conseiller général d'opposition :

« L'avantage c'est d'abord d'être à l'intérieur de la boutique et de voir ce qu'il s'y passe car on se rend compte que les informations ne filtrent pas beaucoup. L'élé d'opposition peut, au moins, informer. Car on ponctionne les contribuables mais ils ont très peu d'informations. »

### L'action prioritaire :

« Les maisons de retraite publiques, je ne vois pas comment on peut s'en passer. »



Jean-Raymond Vinciguerra (Europe Écologie, Les Verts, PS). Candidat sortant.

### La proposition phare de sa campagne :

« Rééquilibrer le budget du conseil général vers le social. Il faut se concentrer sur la petite enfance, l'aide aux handicapés et le logement. »

### L'intérêt d'un conseiller général d'opposition :

« Le conseiller général majoritaire est coincé par la discipline majoritaire. Il lève la main, c'est tout. En revanche, le conseiller d'opposition a une liberté d'expression, s'il s'en sert intelligemment, il a des résultats. »

### L'action prioritaire :

« Ce que je souhaite, dans le domaine des déchets, c'est qu'on fasse des douze communes du Sivadès, un lieu d'expérimentation d'une politique objective zéro déchet. »

## LE RÉSULTAT DE 2004

1<sup>er</sup> TOUR : J.-R. Vinciguerra (Les Verts), 27,74 %. N. Garnier-Nutini (UMP), 24,68 %. D. Rioux (FN), 22,15 %. J. Varonne (DvD), 10,23 %. P. Euzière (PC), 8,53 %. P. Ducreux (MHAN), 4,02 %. H. Cyvoct (LO), 1,72 %. P. Grasso (PdT), 0,94 %. 2<sup>e</sup> TOUR : J.-R. Vinciguerra, 43,7 %. N. Garnier-Nutini 35,36 %. D. Rioux, 20,94 %.

## Les collèges en bonne voie

Jean-Raymond Vinciguerra : « Le conseil général a voté à l'unanimité un plan collèges en 2004 qui devait durer six ans. Il n'est pas fini parce que son financement a beaucoup baissé depuis 2009. Dans ce plan, il était prévu de reconstruire les collèges de type « Pailleron ». C'est fait à un près, je crois. Il était question de réhabiliter tous les établissements qui en avaient besoin, cela a été très largement fait. Et nous devons construire des gymnases où il n'y en avait pas, c'est fait. Sur le canton, le collège Cantepredrix a totalement été rénové. Au collège des Jasmins, la rénovation commence. Concernant le collège de Pégomas, qui est une vraie nécessité au vu de la progression démographique, tout était prêt en 2008. Puis s'est posé le problème de gymnase, on a perdu dix-huit mois. Aujourd'hui, le permis de construire a été signé, plus rien ne s'oppose à sa construction. »

Patrice Cattaert : « La population a tendance à se rajouter, il faut donc des équipements en terme d'enseignement, d'éducation... En revanche, mes inquiétudes se portent sur le budget du conseil général qui est comprimé. Et à un moment donné, si on doit se serrer la ceinture c'est sur les gaspillages notamment sur la communication mais pas sur le social, ni sur l'enseignement. »

Lydia Schenardi : « Il faut aussi penser à l'équipement concernant les technologies nouvelles. Il faut poursuivre cette politique de développement : les jeunes n'ont pas tous les équipements à domicile. »

Gilbert Pibou : « Ce qu'il faut savoir, c'est que le département n'a pas la main sur tout : il y a l'Académie. Je me suis intéressé au collège de Pégomas car on avait des jeunes qui changeaient d'établissement chaque année. Le vrai problème, c'est la carte scolaire. En déplaçant des jeunes de Mandelieu à Pégomas, il faudra que Mandelieu compense et ainsi de suite. C'est très compliqué. »

# candidats en questions

## Valorisation des déchets pour les uns, incinérateur pour les autres

Lydia Schenardi : « Je suis assez favorable à ces nouvelles techniques d'autant qu'elles n'apporteraient pas toutes les nuisances que l'on dit. Il faut s'atteler à ce chantier, c'est une nécessité et nous sommes tous concernés. Les gens ne sachant pas ce qu'il en est, il faut que soient organisées des réunions publiques animées par ceux qui sont pour et ceux qui sont contre. Que la population soit conviée à y aller et que ceux qui auront entendu les explications des uns et des autres soient ensuite amenés à voter, comme dans le cadre d'un référendum d'initiative populaire. Quant au lieu choisi pour l'implantation de cet équipement, il ne présente pas de trop grosses nuisances. »

Gilbert Pibou : « Organiser un référendum, soit. Mais si les gens votent contre, on fait quoi ? En fait, personne n'est contre l'incinérateur à condition qu'on le fasse ailleurs. Et personne à ce jour n'a fait une proposition sur le « quand », le « comment » et à quel prix. Bien sûr, on pourrait améliorer le tri. Mais les emballages, ce n'est pas nous qui décidons, c'est Bruxelles. On pourrait faire des économies sur les emballages, mais cela ne représenterait que 5 %. C'est une décision



très courageuse qui a été prise par le maire de Grasse. À vol d'oiseau, c'est Pégomas qui se trouve le plus près des Aspres. Et personne n'ignorait, au Sivadès, que j'étais candidat dans ce canton. Mais je ne fais pas passer l'intérêt électoral avant l'intérêt général. Je sais ce que ça coûte d'aller vider nos ordures à Septèmes-les-Vallons. La décision a été prise démocratiquement avec 24 voix pour, 4 abstentions et 5 contre. Ce CVE il faut le faire, comme le CVO. Et je le répète, les gens ne sont pas contre

l'incinérateur, ils sont contre le fait qu'il se fasse à Grasse. »

Jean-Raymond Vinciguerra : « Je rappelle que 84 incinérateurs ont fermé en France ces dernières années et nous, on veut en ouvrir un. On a pris une décision avant de faire une étude. Donc, on ne sait pas pourquoi on prend une décision. Le plan des déchets recense 1 072 000 tonnes à traiter dans ce département. Il prévoit qu'il faut en valoriser 45 %. Il restera donc à traiter 589 000 tonnes. Or, on dit que

l'on aura à traiter 80 000 tonnes de plus. Le CVE de Grasse est donc inutile puisqu'il ressort d'une erreur de chiffres. Maintenant, qu'on ne nous dise pas que ce n'est pas nocif. L'équipement dont on parle présente autant de problèmes que les générations précédentes. Ça fait 15 ans que je me bats contre tous les incinérateurs des Alpes-Maritimes. Vous conviendrez que ce n'est pas de l'opportunisme. Avec les 60 millions d'euros que l'on veut mettre dans cet incinérateur en 25 ans, je propose

qu'on réorganise la collecte et qu'on sépare les déchets fermentescibles et non fermentescibles. La redevance serait divisée, puisqu'on aurait moins de déchets à traiter. Dans six ans, l'installation de stockage sera en place, on n'aura plus à aller à Septèmes et ça ne coûtera plus 170 euros la tonne. Par contre, si on fait ce CVE, dans 25 ans, on sera bien au-delà de ce prix. »

Patrice Cattaert : « Je regrette que les gens ne soient pas allés préciser leur point de vue. Il faut un vrai débat sur cette question. Ce dossier de la gestion des déchets, il fallait le prévoir et se positionner sur l'avenir. En ce qui me concerne, c'est clair : c'est non à l'incinérateur. D'autres techniques, plus économiques, plus respectueuses de l'environnement existent. Au Broc, on a opté pour un centre de compostage avec un tri fait en amont, et un tri au moment du compostage. Et un endroit a été trouvé pour stocker les matériaux. Quand on veut se présenter comme étant le prince de la démocratie participative, sur ces questions-là, on interpelle les gens pour discuter avec eux. Il faut qu'il y ait un débat public. Et mettons la pression sur les industriels pour les emballages. »

## Voirie et transports, des chantiers incontestables

Gilbert Pibou : « Pour faciliter le coviturage, il faudrait des parkings à l'entrée de la pénétrante et de l'autoroute. On manque aussi de couloirs de bus et je pense que les AOT (autorités organisatrices de transports) devraient être homogénéisées. Je n'étais pas dans la discussion quand le principe de prolonger la pénétrante a été voté : mais c'est une nécessité. Ça ne solutionnera pas tout car on va déplacer le problème sur Jean-Girard. Il faudra donc arriver à ce que la pénétrante de la Siagne rejoigne le secteur du Tignet. Je suis conscient que ça va déranger des gens, à Saint-Antoine, mais chaque projet dérange quelqu'un. »

Lydia Schenardi : « La voirie est le vecteur du développement et de l'acheminement des habitants, mais ce n'est pas vital. Il faut aller, à mon avis, vers des sujets plus importants et le social passe avant. Sur ce sujet tout de même, je note que le problème des déplacements urbains dans la ville de Grasse est énorme. Je me demande comment on a pu imaginer un tel plan de circulation. Pour ce qui est de la pénétrante, il faut la finir mais ne pas s'engager dans d'autres travaux, parce que le budget n'est pas extensible. On ne peut pas se permettre d'engager de nouveaux crédits. Il faut songer aussi à la sécurité et se demander pourquoi les gens ne prennent pas le bus. Le problème des voitures en ville, c'est aussi cela. »

Patrice Cattaert : « Sur le transport, il y a une nécessité de continuer la politique d'un transport très peu coûteux, et pas seulement pour les travailleurs, comme le dit Gilbert Pibou. Partons sur un transport en commun très accessible de manière à diminuer l'utilisation de l'auto. Il faut aussi retravailler sur un TCSP, mais pas le funiculaire. Je dis oui à l'échangeur de la Paoute, c'est une urgence, il faut le faire car ça désengorgera les 4 chemins. Je suis favorable à un contournement ouest de Grasse, pas au prolongement de la pénétrante. La situation a évolué au niveau de l'urbanisme et on ne peut pas accepter que des populations subissent un impact aussi important, sur la valeur de leurs biens notamment. Enfin, la voirie sur Grasse, c'est une catastrophe. »



Lydia Schenardi : « Le pouvoir d'achat va encore baisser car le prix des matières premières va augmenter donc il faut absolument qu'au niveau social, nous n'ayons pas une diminution des prestations. Donc sur la globalité du budget, nous devons avoir des priorités parmi lesquelles le social. Il y a des efforts à faire pour l'aide aux personnes âgées. On ne peut plus faire l'impasse sur la création de maisons de retraite publiques. En plus, cela permettrait de créer des emplois. »

Jean-Raymond Vinciguerra : « Je dis oui au ticket à un euro pour tous. Je pense qu'il faut une seule AOT départementale. Le budget des routes est en chute libre. Il était de 78 M€ en 2008, 23 M€ sont prévus au BP 2011, soit 57 % de moins en deux ans. Et derrière, on note de vrais problèmes de déplacements dans les AM. Sur les endroits où il y a de gros points de convergence, je pense qu'il y a des inégalités de traitement. On concentre beaucoup sur la vallée du Var au détriment de Cannes-Grasse-Sophia. Le funiculaire, c'est une énorme bêtise. On dépense beaucoup d'argent pour construire une gare d'autobus, mais uniquement pour justifier le funiculaire. Mieux vaut financer des voiries modernes, pour y mettre des bus. Christian Estrosi avait été l'un des premiers à demander que les routes nationales passent au département. Résultat, il n'y a plus aujourd'hui de continuité interdépartementale. Cela a donc été une erreur d'autant que, question budget, ça a surchargé la barque du conseil général. Je considère qu'il faut se battre pour le contournement ouest mais le Département n'est pas sur cette option-là qui concerne 15 % du trafic. Quant à la pénétrante, les nuisances que va subir Saint-Antoine, ça ne me fait pas plaisir. Mais je considère qu'un partage des nuisances était équitable. En terme de bilan environnemental, on y gagnera et les bénéficiaires profiteront à l'ensemble de la ville. »

## Social, le parent pauvre

Patrice Cattaert : « Je m'inscris dans la défense des services publics comme La Poste, EDF, qui sont particulièrement malmenés. Concernant les personnes âgées, on voit sur le canton des structures privées qui s'installent, qui sont fort coûteuses. Alors que le revenu moyen des personnes âgées est de 1 250 € par mois, les familles sont obligées d'assumer. Pour les logements sociaux, on a détruit la Tourache alors qu'on n'atteint pas les quotas qui sont nécessaires. »

Lydia Schenardi : « Le pouvoir d'achat va encore baisser car le prix des matières premières va augmenter donc il faut absolument qu'au niveau social, nous n'ayons pas une diminution des prestations. Donc sur la globalité du budget, nous devons avoir des priorités parmi lesquelles le social. Il y a des efforts à faire pour l'aide aux personnes âgées. On ne peut plus faire l'impasse sur la création de maisons de retraite publiques. En plus, cela permettrait de créer des emplois. »

Gilbert Pibou : « Je suis prêt à privilégier le social mais pour ceux qui en ont vraiment besoin. Je serais plutôt favorable à la création d'emplois de manière à remplacer le revenu social par un revenu du travail. Pour les logements sociaux, moi, je suis pour l'habitat emploi. Plus on fait de logements sociaux, plus on attire de monde. Si ce sont des gens du canton qui travaillent ok, mais si c'est pour faire venir des gens qui se logent mais qui ne trouvent pas d'emploi, pour moi ce n'est pas la priorité. »

Jean-Raymond Vinciguerra : « Quand on restreint le budget du CG, soit on réduit le personnel, ce que l'on fait, soit on comprime le budget social, ce que l'on fait aussi. A partir de là, il y a d'énormes problèmes. Dans les A.M., seul 10 % des maisons de retraites sont publiques. On manque aussi de logements sociaux, les loyers sont trop chers par rapport aux revenus, nous avons beaucoup de gens qui travaillent ici mais qui vivent ailleurs. »